

Commission des relations de travail de l'Ontario

EN RELIEF

Rédacteurs : Voy Stelmaszynski, avocat
Leonard Marvy, avocat

Décembre 2007

MODIFICATION DU PROCESSUS DE REQUÊTE EN VERTU DE LA LOI DE 2000 SUR LES NORMES D'EMPLOI

La Commission travaille actuellement à la modification de ses règles de procédure relatives au traitement des requêtes de révision en vertu de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi*. En conséquence de la modification, qui prendra effet le 1^{er} janvier 2008, le requérant devra d'abord remettre sa requête dûment remplie et accompagnée des documents à l'appui à l'autre partie ou aux autres parties ainsi qu'au directeur des normes d'emploi, avant d'en faire le dépôt auprès de la Commission. Le changement viendra simplifier les tâches administratives de la Commission et harmoniser les processus liés à la LNE avec ceux de toutes les autres requêtes, lesquels exigent la remise par les parties elles-mêmes.

RÉDUCTION DE LA TPS

Nous rappelons aux parties aux renvois de griefs dans l'industrie de la construction que la réduction de la taxe sur les produits et services projetée par le gouvernement fédéral doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Les formulaires et modalités de paiement de la Commission seront ajustés dès confirmation de la réduction.

Calendrier de la Commission pour la période des Fêtes

Voir ci-joint l'Avis aux milieux du travail.

Résumés de décisions

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en novembre 2007. Ces décisions paraîtront dans le numéro de novembre-décembre des *Reports* de la Commission. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à http://www.ijcan.org/index_fr.html.

Unité de négociation – Cumul – Accréditation – Scrutin de représentation – Le syndicat demandait l'accréditation d'une unité de négociation composée des employés de l'employeur à l'emplacement de la ville de Vaughan – L'employeur prétendait qu'une description appropriée de l'unité de négociation devrait englober à la fois la ville de Vaughan et la ville de Brampton, puisqu'il était à la veille de transférer le reste de ses employés de l'emplacement de Brampton à la nouvelle installation de Vaughan – Selon l'employeur, le fait d'exclure le reste des employés de Brampton empêcherait ces derniers de pouvoir s'exprimer quant à leur désir d'être représentés – Comme solution de rechange, l'employeur proposait que la Commission tienne un second scrutin de représentation en vertu du principe du cumul – La Commission est d'avis que les conséquences qu'il y aurait à ne pas permettre aux employés de Brampton de s'exprimer lors du scrutin de représentation ne justifient pas que la Commission s'écarte de sa pratique normale, qui restreint la portée géographique d'une unité de négociation à une seule municipalité – La Commission constate par ailleurs que la

différence due au cumul n'équivaut qu'à 16 % du nombre total des employés qui étaient au travail sur les deux emplacements à la date de la requête plutôt qu'aux 50 % jugés appropriés jusqu'ici par la jurisprudence – Pour ces raisons, le nombre d'employés compris dans l'unité de négociation à la date de la requête est estimé suffisamment représentatif des employés compris dans la dernière unité de négociation – L'unité de négociation faisant l'objet de la requête est appropriée – Accréditation accordée

CAPITAL TOOL & DESIGN LIMITED; RE UNITED STEEL, PAPER AND FORESTRY, RUBBER, MANUFACTURING, ENERGY, ALLIED INDUSTRIAL AND SERVICE WORKERS INTERNATIONAL UNION (UNITED STEELWORKERS); File No. 0858-07-R; Dated November 19, 2007; Panel: Caroline Rowan, P. LeMay and R.R. Montague (14 pages)

Santé et sécurité – Ordonnance de redressement provisoire – L'employeur voulait en appeler d'un ordre de l'inspecteur et obtenir la suspension de son application – Étaient en cause les mesures nécessaires pour protéger la santé et la sécurité des infirmières et infirmiers qui doivent circuler dans des secteurs du centre correctionnel où l'on effectue une recherche d'armes « de niveau 2 ou plus » – La Commission invoque ses pouvoirs de redressement provisoire en vertu de la LSST: 1) dispenser l'employeur de son obligation de procurer des gilets faits sur mesure aux infirmières et infirmiers; 2) exiger plutôt de l'employeur qu'il procure aux infirmières et infirmiers qui distribuent des médicaments dans les cellules pendant les recherches de ce genre un gilet d'une taille convenable; 3) ordonner à l'employeur de continuer la « distribution des médicaments essentiels au cours des recherches menées dans le secteur des cellules », conformément à la directive de sa propre note de service – À la lumière de l'ordonnance provisoire, la suspension est accordée – L'appel suit son cours

CENTRAL NORTH CORRECTIONAL CENTRE ; RE OPSEU AND INSPECTOR JOE ZAHER; File Nos. 2312-07-HS; 2313-07-HS; Dated November 7, 2007; Panel: Mary Ellen Cummings (2 pages)

Accréditation – Industrie de la construction – Scrutin de représentation – Pratiques déloyales de travail – Recours – Le syndicat avait déposé une requête en accréditation fondée sur les cartes d'adhésion de même qu'une plainte pour pratiques déloyales de travail, alléguant des infractions aux articles 70, 72 et 76 de la Loi – Ayant antérieurement déterminé que de 40 % à

55 % des employés compris dans l'unité de négociation étaient membres du syndicat à la date de dépôt de la requête en accréditation, la Commission ordonne la tenue d'un scrutin de représentation et le dépouillement immédiat des bulletins (le syndicat avait demandé de reporter le scrutin en attendant le prononcé de la décision relative aux pratiques déloyales de travail) – La Commission est d'avis que, même si le syndicat n'obtient pas 50 % des voix lors du scrutin de représentation, le paragraphe 11 (2) de la Loi n'en demeure pas moins applicable, et la plainte pour pratiques déloyales de travail sera entendue – L'affaire suit son cours

DOUBLE H CONCRETE FORMING; RE LIUNA, LOCAL 1059; File Nos. 1215-06-R; 1272-06-U; Dated November 1, 2007; Panel: Susan Serena (4 pages)

Accréditation – Industrie de la construction – Pratique et procédure – Scrutin de représentation – Pratiques déloyales de travail – L'UIJAN avait déposé une preuve d'adhésion attestant l'appui de plus de 55 % des membres dans le cadre de cette requête en accréditation fondée sur les cartes – L'intimé alléguait que le syndicat avait agi de façon inappropriée dans sa façon de réunir la preuve d'adhésion, en assurant les employés qu'ils ne signaient les cartes qu'en vue d'obtenir la tenue d'un scrutin et en leur disant que l'employeur était en faveur du syndicat – De plus, un certain nombre d'employés avaient écrit à la Commission pour déclarer qu'ils ne désiraient pas faire partie du syndicat et qu'ils souhaitaient la tenue d'un scrutin de représentation – La Commission estime que le fait qu'un employé ait signé une carte d'adhésion et qu'il ait plus tard changé d'idée n'est pas pertinent pour l'exercice de son pouvoir discrétionnaire quant à l'accréditation du syndicat – La Commission est toutefois préoccupée par les allégations de l'employeur, et elle se penche sur les solutions possibles : accréditer le syndicat, ordonner la tenue d'un scrutin ou rejeter la requête – La Commission décide qu'elle doit inscrire l'affaire au rôle, de façon à entendre la preuve relative aux allégations attribuées aux organisateurs syndicaux - Inscription de l'affaire au rôle

HILLSIDE SOD LTD.; RE UNIVERSAL WORKERS UNION, LIUNA, LOCAL 183; File No. 1966-07-R; Dated November 28, 2007; Panel: Harry Freedman (4 pages)

Grief dans l'industrie de la construction – Préclusion – Le syndicat avait déposé deux griefs, alléguant que Jacobs avait erronément

exécuté des travaux en vertu de l'entente sur l'entretien de General Presidents' plutôt qu'en vertu de l'entente provinciale ICI pour le secteur de la construction, et que ses membres n'avaient donc pas eu droit à des taux de salaire plus élevés – Selon Jacobs, les travaux correspondaient à la définition d'« entretien »; dans le cas contraire, le syndicat devrait être empêché de demander des recours, ou encore, il devrait y avoir réduction importante des recours en raison du dépôt tardif des griefs – La Commission, à la majorité des voix, estime que des travaux exécutés sur du matériel et des machines existantes, y compris le remplacement de pièces isolées, constituent de l'entretien – Les changements effectués par Jacobs ne comportaient pas d'améliorations ou d'ajouts à un processus de production; il n'y avait pas eu de remplacement de l'ensemble d'un système; enfin, les changements n'étaient pas destinés à accroître la production – Par ailleurs, l'édification d'un nouvel abri antisouffle et l'installation du câblage requis par le système de gestion des brûleurs relèvent de l'industrie de la construction; les travaux d'électricité relatifs à la tour d'atténuation des effets du chlorure de même que les travaux associés aux nouveaux échangeurs relèvent également de l'industrie de la construction – Après étude de l'argumentation de l'employeur en faveur de la préclusion, la Commission soutient qu'il faut distinguer entre préclusion de l'application d'une entente provinciale et préclusion de l'application d'une loi d'intérêt public : dans certaines circonstances et compte tenu de l'équité, il pourrait être abusif que le bénéficiaire de certains droits en vertu d'une entente provinciale exige l'exécution de ces droits – En l'occurrence, les travaux commandés par Petro-Canada et Jacobs constituaient de l'entretien; on avait consulté les divers métiers en cause, qui étaient parvenus à une entente, et les travaux avaient été exécutés sans que personne y trouve à redire sinon le requérant – La Commission constate que le représentant du syndicat avait consenti à ce que les projets soient réalisés à titre d'entretien, et que Jacobs s'était fié à cet avis, à son détriment – L'argumentation en faveur de la préclusion est accueillie – Griefs rejetés

JACOBS CATALYTIC INDUSTRIAL SERVICES LTD.; RE IBEW, LOCAL 353; RE GENERAL PRESIDENTS MAINTENANCE COMMITTEE FOR CANADA AND THE ELECTRICAL TRADE BARGAINING AGENCY OF THE ELECTRICAL CONTRACTORS ASSOCIATION OF ONTARIO; File Nos. 2127-05-G; 3437-05-G; Dated November 29, 2007; Panel: Christopher J. Albertyn, John Tomlinson; partial: dissent Alan Haward (21 pages)

Normes d'emploi – Réexamen – Délais – L'employeur demandait le réexamen d'une ordonnance de la Commission le forçant à verser à l'employé la somme de 10 000 \$ en salaires impayés – Avant l'audience initiale, l'employeur avait informé la Commission qu'il était insolvable, mais il n'avait pas assisté à l'audience ni présenté de preuve d'insolvabilité – Lors du réexamen, l'employeur avait soutenu qu'il n'avait pas assisté à l'audience sur les conseils « officieux » qu'il aurait reçus de l'agent des relations de travail – La Commission est d'avis que, même dans le cas où l'agent des relations de travail aurait dispensé des conseils officieux erronés, l'employeur n'en avait pas moins reçu le bulletin d'information n° 24 de la Commission et un avis d'audience comportant des renseignements sur la présence à l'audience (et les conséquences d'une absence) – La Commission estime également que toute observation qu'aurait pu faire l'agent des relations de travail aurait été ambiguë et n'aurait pas suffi à justifier des attentes légitimes – En outre, la Commission affirme que la demande de réexamen était hors délai, puisqu'elle avait été déposée plus de 70 jours après le prononcé de la décision – L'ignorance de la procédure de la Commission ne constitue pas un motif de retard impérieux – Demande de réexamen rejetée

JOE BONE'S GRILL INC.; RE GIUSEPPE F. TEDESCO AND DIRECTOR OF EMPLOYMENT STANDARDS; File No. 1623-06-ES; Dated November 6, 2007; Panel: Mary Anne McKellar (6 pages)

Normes d'emploi – L'employée en avait appelé d'une décision de l'agent des normes d'emploi de ne pas lui adjuger le montant de son dernier chèque de paie ni d'indemnité de licenciement – La Commission constate que l'employée, une adolescente dont c'était le premier emploi, avait mal inscrit le paiement de la facture d'un client, mais que son erreur n'équivalait pas à une inconduite volontaire au point de la rendre non admissible à une indemnité de licenciement – De plus, la Commission croit que l'employeur avait poussé l'employée ou l'avait forcée à lui endosser son dernier chèque de paie, ce qui revenait à une retenue illégale, contraire à la Loi – Cependant, la Commission déclare que le montant de 40 \$ en espèces que l'employeur avait demandé à l'employée de lui remettre de sa poche (sous la menace d'une poursuite en justice) pendant l'entrevue de licenciement ne représente pas du salaire, et que, en conséquence, la Commission n'a pas la compétence voulue pour ordonner le remboursement de ce montant – Requête admise

LINIS SALES INC. O/A CANADIAN TIRE AND DIRECTOR OF EMPLOYMENT STANDARDS; RE TANYA PHILLIPS; File No. 4166-06-ES; Dated November 15, 2007; Panel: Brian McLean (5 pages)

Accréditation – Industrie de la construction – Employés – Pratique et procédure – Qualité –

Lors de l'assemblée d'accréditation régionale, l'employeur avait voulu retirer deux noms de sa liste d'employés, pour l'une ou l'autre de deux raisons énoncées : soit parce que ces employés exécutaient le travail d'un métier autre, soit parce qu'ils étaient des entrepreneurs indépendants – La Commission refuse de permettre à l'employeur de modifier sa liste – Un préjudice considérable a été causé au syndicat, qui a dû essayer de déterminer le type de travail effectué par les employés un jour ouvrable ordinaire deux mois plus tôt, et ce préjudice est peut-être impossible à compenser – En deuxième lieu, les faits invoqués par l'employeur en vue d'établir la qualité d'entrepreneur indépendant sont équivoques et donc également préjudiciables – Motion rejetée – L'affaire suit son cours

MELANDI DRYWALL SYSTEM INC.; RE IUPAT, LOCAL 1891; File No. 1224-07-R; Dated November 27, 2007; Panel: David A. McKee (4 pages)

Grief dans l'industrie de la construction – Santé et sécurité –

Le syndicat s'était plaint que l'employeur ait demandé l'envoi d'un autre applicateur de cloisons sèches, pour ensuite décider de ne pas embaucher le travailleur lorsqu'il avait appris que celui-ci n'avait pas reçu de formation en prévention des chutes, exigence de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* qui, une fois satisfaite, permet de devenir un « travailleur compétent » – La Commission constate que la convention collective de l'époque n'exigeait pas des travailleurs qu'ils aient suivi une formation en prévention des chutes pour être considérés comme compétents, et que, par conséquent, l'employeur n'avait aucune raison légitime de considérer comme non compétent le travailleur qu'on lui avait envoyé – La convention collective reconnaissait toutefois à l'employeur le droit exclusif de prendre les décisions concernant les niveaux d'embauchage et de dotation en personnel – Bien que l'employeur ait demandé l'envoi d'un travailleur supplémentaire, il n'avait pas embauché l'employé recommandé par le bureau de placement et avait fini par recourir uniquement aux effectifs déjà en place pour terminer son contrat – L'employeur n'a pas enfreint les dispositions de la convention collective en n'embauchant pas le travailleur –

Mais, étant donné que le travailleur envoyé à l'employeur était compétent, la convention collective autorise le syndicat à recevoir des dommages-intérêts au titre de la recommandation – Grief en partie admis

ROSMAR DRYWALL & ACOUSTICS LTD.; RE UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA, LOCAL 18; File No. 0810-05-G; Dated November 15, 2007; Panel: Mark J. Lewis (6 pages)

Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public –

L'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario (AIIO) aurait voulu voir la Commission déclarer que l'art. 9 de la LRTTSP s'appliquait au Kensington Eye Institute, société sans but lucratif agréée par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée à titre d'établissement de santé autonome – La Commission constate que l'Institute a ouvert ses portes en janvier 2006 et que les modifications à l'art. 9 de la Loi qui auraient été applicables à son fonctionnement n'ont été promulguées qu'en mars – Bien que l'Institute ait clairement fait partie de la stratégie de restructuration des services de santé du gouvernement, l'intégration de ses services de santé a eu lieu avant l'entrée en vigueur des modifications, de telle sorte que, selon la Commission, la Loi ne peut s'appliquer – Requête rejetée

THE KENSINGTON EYE INSTITUTE; RE ONTARIO NURSES' ASSOCIATION; UNIVERSITY HEALTH NETWORK, MOUNT SINAI HOSPITAL; SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE, C.U.P.E. LOCAL 5001 AND SEIU LOCAL 1; File No. 1234-06-PS; Dated November 20, 2007; Panel: Brian McLean (8 pages)

Désistement – Scrutin de représentation – Révocation – Délais –

L'employeur avait déposé une requête en révocation du droit de négocier aux termes de l'article 65 de la Loi – Le syndicat avait transmis à l'employeur un avis de l'intention de négocier le 4 avril 2006 et avait promis de faire suivre, avant la fin de ce mois, les dates où le syndicat serait disponible pour négocier; puis, il avait transféré le dossier à un autre représentant – Le nouveau représentant du syndicat avait entamé un congé de maladie prolongé – En avril 2007, le syndicat s'était rendu compte qu'il n'y avait pas eu de négociation et avait envoyé un avis de réunion pour mai 2007 – Selon la Commission, il n'y a pas désistement du seul fait que le syndicat a essayé de commencer à négocier après s'être rendu compte du retard –

Cependant, la Commission juge également que le retard à négocier du syndicat est considérable, et son explication insatisfaisante – La Commission exerce son pouvoir discrétionnaire et ordonne la tenue d'un scrutin de représentation – L'affaire suit son cours

TICKETMASTER CANADA LTD.; RE CANADIAN OFFICE AND PROFESSIONAL EMPLOYEES UNION LOCAL 343; File No. 0556-07-R; Dated November 15, 2007; Panel: Patrick Kelly, R. O'Connor; concurring opinion: S. McManus (5 pages)

Industrie de la construction – Motion prima facie – Employeur lié – La Fraternité des charpentiers et menuisiers était accréditée pour représenter les charpentiers et menuisiers au service de Titan; l'UIJAN, ayant fait l'objet d'un accord de reconnaissance volontaire par Paramount, représentait les employés de la construction préposés à l'exécution des coffrages – La Fraternité aurait souhaité voir la Commission déclarer que Paramount et Titan étaient des entreprises liées – L'UIJAN avait déposé une motion en rejet de la requête pour manquement à établir le bien-fondé prima facie de l'affaire – La Commission soutient que rien n'empêche l'UIJAN d'obtenir le droit de négocier avec Paramount, indépendamment du fait que la Fraternité aurait antérieurement pu revendiquer ce même droit de négocier par le biais d'une requête aux termes du paragraphe 1 (4) – Motion prima facie rejetée – L'affaire suit son cours

TITAN CONTRACTING; RE GREATER ONTARIO REGIONAL COUNCIL OF CARPENTERS AND ALLIED TRADES UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTERS, LOCAL 494; RE PARAMOUNT HOMES INC.; RE PORTOFINO CORPORATION; RE LIUNA, LOCAL 625; File No. 0382-07-R; Dated November 28, 2007; Panel: Susan Serena, B. Roberts and R. Baxter (8 pages)

Accréditation – Industrie de la construction – Pratiques déloyales de travail – L'employeur alléguait, dans des observations postérieures au scrutin, que le syndicat avait commis un acte d'inconduite qui avait eu des répercussions sur l'expression du désir véritable des employés – La Commission constate que : 1) la déclaration d'un employé, soit que le syndicat « s'occupait » de lui, est ambiguë; 2) l'offre faite par le syndicat des frais de déplacement, de logement pour la nuit et de repas et boissons à volonté aux employés afin de se rallier leur appui lors du scrutin n'équivaut pas à des menaces ou à des contraintes; 3) l'offre faite par le syndicat d'un poste de choix à l'un des

employés n'est pas inconvenante; 4) la menace de licenciement adressée à un employé constitue un type de contrainte économique – L'affaire est inscrite au rôle, de façon à entendre de vive voix la preuve relative à la dernière allégation

VANSMIT LTD. O/A JAY-DEE CONCRETE FORMING; RE LIUNA, LOCAL 625; File No. 1252-05-R; Dated November 1, 2007; Panel: Jack J. Slaughter (5 pages)

Droit de négocier – Initiative de l'employeur – Pratique et procédure – Révocation – L'employeur prétendait que le syndicat devrait être empêché d'alléguer une infraction du paragraphe 63 (16), parce qu'il avait manqué à définir la conduite en cause en temps opportun – La Commission donne raison à l'employeur; elle déclare que le syndicat doit faire preuve de la diligence voulue et exprimer clairement sa position dans les plus brefs délais, conformément aux Règles de la Commission – Ce défaut de la diligence voulue (un retard de plus de trois mois) mène la Commission à refuser au syndicat l'occasion de présenter une preuve concernant l'introduction de l'instance par l'employeur – L'affaire suit son cours

WALLS.COM INC.; RE DARREN CATES; RE THE CARPENTER'S DISTRICT COUNCIL OF ONTARIO, UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTER'S AND JOINERS OF AMERICA AND ITS LOCAL 494 AND CARPENTERS UNION, CENTRAL ONTARIO REGIONAL COUNCIL AND GREATER ONTARIO REGIONAL COUNCIL OF CARPENTERS, DRYWALL & ALLIED WORKERS AND UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTER'S AND JOINERS OF AMERICA; AND THE FOLLOWING LOCAL UNIONS; 18, 27, 93, 249, 397, 446, 494, 675, 785, 1256, 1669, 1946, 1988, 2041, 2222 AND 2486; File No. 0356-07-R; Dated November 30, 2007; Panel: Lee Shouldice (4 pages)

Accréditation – Pratique et procédure – Scrutin de représentation – Une requête en accréditation avait été déposée le 22 août 2006 – Le 15 mars 2007, le syndicat avait accepté la contestation de l'employeur aux termes de l'art. 8.1, et, à la même date, avait déposé une seconde requête en accréditation – L'employeur prétendait que la seconde requête aurait dû être interdite en vertu de l'al. 111 (3) c), du par. 7 (10) ou de l'al. 111 (2) k) de la Loi – À titre subsidiaire, l'employeur soutenait que le syndicat aurait dû être empêché de contester l'inclusion de certains employés visés dans la première requête en accréditation, ce qui avait fait l'objet d'un accord

le 15 mars 2007 – La Commission examine chacun des arguments de l'employeur : 1) la Commission ne voit aucune raison de s'écarter de sa pratique habituelle, soit de reporter l'examen de la deuxième requête jusqu'à ce qu'ait été rendue la décision définitive concernant la première; 2) le par. 7 (10) ne s'applique pas, puisque la requête n'a pas été retirée; le syndicat a plutôt accepté l'objection de l'employeur aux termes de l'art. 8.1, laquelle exige de la Commission qu'elle rejette la requête déposée en vertu de la disposition 8.1 (5) 7; 3) la Commission n'impose habituellement une interdiction que si elle a été saisie de plusieurs requêtes successives qui ont été rejetées, ou si le désir véritable des employés n'a pas été soumis à la ratification par un scrutin de représentation – Or, comme la Commission n'a pas été saisie de requêtes successives et qu'il n'y a pas eu ratification par scrutin du désir véritable des employés, elle n'est pas disposée à exercer son pouvoir discrétionnaire pour rejeter la deuxième requête en accréditation – Enfin, la Commission conclut qu'il faut déterminer l'admissibilité des électeurs à la date de la requête en accréditation – Ni l'une ni l'autre des parties n'est liée par les listes d'électeurs admissibles qui ont été établies selon des positions adoptées lors d'une requête antérieure autre – La première requête est rejetée – La deuxième requête suit son cours

WILLIAM DAY CONSTRUCTION LIMITED RE INTERNATIONAL UNION OF OPERATING ENGINEERS, LOCAL 793; File Nos. 1600-06-R; 3971-06-R; Dated November 23, 2007; Panel: Caroline Rowan (11 pages)

Procédures en instance

Modification de juridiction – Industrie de la construction – Révision judiciaire – Justice naturelle – Pratique et procédure – Requête en autorisation d'en appeler à la Cour d'appel rejetée

IBEW, LOCAL 1739; RE GUILD ELECTRIC LIMITED; RE OLRB; File Nos. 4179-05-U; 4307-05-M (Court File No. M35287) Dated November 28, 2007; Panel: O'Connor, A.C.J.O., Gillese and Watt, JJA

Droit constitutionnel – Recours provisoires – Intervenant – Révision judiciaire – Renvoi – Pratiques déloyales de travail – Le ministre ayant consulté la Commission concernant la désignation d'un conciliateur, la Commission avait déclaré que la tentative de la Première nation dans le sens de l'organisation des relations de travail ne faisait pas partie inhérente d'un droit

ancestral – De même, il n'existait aucun droit issu des traités pouvant autoriser la Première nation en cause à réglementer les relations de travail ou sanctionner le droit de cette Première nation à l'autonomie gouvernementale – En révision judiciaire, la Cour divisionnaire avait conclu que la Commission avait compétence pour trancher la question qui lui était posée en vertu de l'art. 35 de la Constitution – La norme de contrôle applicable à la décision de la Commission sur la question constitutionnelle était celle de la décision correcte; concernant les questions de procédure et d'ordre non constitutionnel, la norme applicable était celle de la décision manifestement déraisonnable – La Cour avait jugé que la Commission avait correctement formulé et caractérisé la question d'ordre constitutionnel et avait correctement conclu que l'appelant n'avait présenté aucun élément de preuve établissant l'existence d'un droit ancestral ou d'un droit issu des traités l'autorisant à réglementer les relations de travail dans les territoires des réserves – De plus, la Cour avait jugé que la Commission avait le pouvoir légal de diriger une instance ainsi qu'elle l'avait fait – La requête en révision judiciaire avait été rejetée – En appel, la Cour d'appel relève que – 1) il n'y a toujours aucun élément de preuve de l'existence d'une pratique, d'une coutume ou d'une tradition autochtone à l'appui du droit de promulguer un Code distinct – 2) le cas échéant, ce genre de pratique ne ferait pas partie intégrante de la culture de l'appelant – 3) il n'existe aucune continuité raisonnable entre la pratique, la coutume ou la tradition préeuropéenne et la présente revendication – Les décisions de la Commission et de la Cour divisionnaire étaient correctes – En ce qui touche l'obligation de la Couronne de consulter et de répondre de façon satisfaisante à la revendication autochtone, la Cour estime qu'il n'aurait pu y avoir de véritable consultation, car l'appelant n'avait pas fait connaître sa revendication pendant la campagne de recrutement syndical et la procédure d'accréditation – La Cour juge également que c'est l'appelant et non la Couronne qui a posé, de façon unilatérale et péremptoire, l'acte qui a déclenché le litige – La Couronne n'a pas manqué à son obligation de consulter et de répondre de façon satisfaisante à la revendication – Appel rejeté

MISSISSAUGAS OF SCUGOG ISLAND FIRST NATION; RE NATIONAL AUTOMOBILE AEROSPACE TRANSPORTATION AND GENERAL WORKERS UNION OF CANADA (CAW-CANADA) AND ITS LOCAL 444, GREAT BLUE HERON GAMING COMPANY AND OLRB; File Nos. 1271-03-U; 1336-03-M; 1414-03-M; (Court File No. 10/04); Dated November 27, 2007; Panel: Sharpe, Gillese and Blair, JJA (26 pages)

Industrie de la construction – Révision judiciaire – Loi sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public – Employeur lié – Vente d'une entreprise

Requête en autorisation d'en appeler à la Cour d'appel rejetée (les juges Weiler, Feldman et LaForme) (23 mai 2007) (Dossier de la Cour n° M34720)

Requête en autorisation d'en appeler à la Cour suprême du Canada rejetée (les juges Bastarache, Abella et Charron) (25 novembre 2007) (Dossier de la Cour n° 32171)

GREATER ESSEX COUNTY DISTRICT SCHOOL BOARD; RE IBEW LOCAL 773; RE UNITED ASSOCIATION OF JOURNEYMEN AND APPRENTICES OF THE PLUMBING AND PIPEFITTING INDUSTRY OF THE UNITED STATES AND CANADA, LOCAL 552; RE INTERNATIONAL UNION OF BRICKLAYERS AND ALLIED CRAFTWORKERS, LOCAL 6; RE INTERNATIONAL UNION OF PAINTERS AND ALLIED TRADES, LOCAL 1494; LIUNA LOCAL 625 AND ONTARIO LABOUR RELATIONS BOARD; File Nos. 1702-04-R et al.

STATES AND CANADA, LOCAL 527, ONTARIO LABOUR RELATIONS BOARD, BRUCE POWER LP; File No. 2558-03-JD; (Court File No. 522/06); Dated November 22, 2007; Panel: Gans, Swinton and Nordheimer JJ (4 pages)

Les décisions énumérées dans le présent bulletin seront publiées dans les *Reports* de la Commission des relations de travail de l'Ontario. On peut consulter la version préliminaire des *Reports* à la Bibliothèque des tribunaux du travail de l'Ontario, 7^e étage, 505, avenue University, à Toronto.

Conflit de juridiction – Révision judiciaire – Justice naturelle – L'Association des travailleurs du fer avait prétendu que Comstock avait erronément affecté les travaux d'installation de poutres en I à des membres de l'UA – Dans les observations jointes à sa réponse, l'Association avait fait mention de quelque 20 dessins de génie civil, dans le but de démontrer que les travaux en cause lui revenaient – La Commission avait déclaré ne pas pouvoir déterminer l'importance à accorder aux dessins – La Commission estimait que les travaux en litige avaient été correctement affectés à l'UA – En révision judiciaire, l'Association avait avancé que la Commission avait enfreint la justice naturelle et l'équité de procédure en ne tenant pas compte des dessins – La Cour juge que la Commission avait tenu compte des dessins, mais ne les avait pas trouvés utiles pour trancher la question dans le cadre de sa première décision; l'Association n'avait pas soulevé la question des dessins dans sa demande de réexamen – Requête en révision judiciaire rejetée

INTERNATIONAL ASSOCIATION OF BRIDGE, STRUCTURAL, ORNAMENTAL AND REINFORCING IRON WORKERS, LOCAL 736; RE COMSTOCK CANADA LTD., UNITED ASSOCIATION OF JOURNEYMEN AND APPRENTICES OF THE PLUMBING AND PIPEFITTING INDUSTRY OF THE UNITED

Procédures en instance

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
Ottawa-Carleton Public Employees Union (CUPE), Local 503 v. City of Ottawa et al Divisional Court No. 423/07	1386-06-R	En cours
Limen Masonry et al v. Brick and Allied Craft et al Divisional Court No. 413/07	3862-05-R; 3864-05-R	En cours
Dev Misir v. Muluneshi F. Agago et al Divisional Court No. 281/07	0769-06-ES	En cours
Eastern Eavestroughing v. Sheet Metal Workers', et al Divisional Court No. 359/07	3394-06-R; 3399-06-R; 3418-06-R; 3528-06-R; 3545-06-R; 3641-06-R; 3797-06-R; 4039-06-R	En cours
Dr. Oliver Bajor v. OLRB Divisional Court No. 258/07	0353-06-ES	En cours
1257707 Ont. Ltd. o/a Oakville Honda v. Creyos Batchelor & OLRB Divisional Court No. 152/07	0784-06-ES	3 décembre 2007
Jacobs Catalytic Ltd. v. IBEW Local 353 et al Divisional Court No. 117/07	3737-05-U	10 janvier 2008
Dana Horochowski v. OECTA; York Catholic DSB Divisional Court No. 93/07	1115-04-U	En cours
Hurley Corporation v. OLRB; SEIU L. 2.on Divisional Court No. 23/07	2915-06-R	En cours
Comstock Canada et al v. United Association of Journeymen and Apprentices in the Plumbing and Pipefitting Industry of the United States and Canada, Local 527 Divisional Court No. 522/06	2558-03-JD	Rejetée avec motifs – 22 novembre 2007
Janet Kitson v. OLRB et al Divisional Court No. 492/06	4205-02-U	En cours
Johnson Controls Ltd. v. Brookfield Lepage Divisional Court No. 406/06	1634-04-R	Ajournée – sine die
Abduraham, Abdoulrab v. Novaquest Finishing Divisional Court No. 327/06	2222-04-ES, 2223-04-ES, 2224-04-ES	Rejetée – 13 août 2007 Requête en autorisation d'en appeler à la C. A.
City of Hamilton v. Carpenters, Local 18 Divisional Court No. 209/06	1785-05-R	En cours
Guild Electric Limited et al v. IBEW, Local 1739 Divisional Court No. 202/06	4179-05-U; 4307-05-M	Requête en autorisation d'en appeler à la C. A. rejetée – 28 novembre 2007
Gus Nedelkopoulos v. OLRB Divisional Court No. 78978/06 NEWMARKET	1838-05-U 2644-05-U	10 mars 2008
Mississaugas of Scugog Island First Nation v. Great Blue Heron et al Divisional Court No. 10/04 Court of Appeal No. C-46210	1271-03-U; 1336-03-M; 1414-03-M	Rejetée – 27 novembre 2007
Maystar General Contractors Inc. v. IUPAT, Local 1819 Divisional Court No. 481/06 Court of Appeal No. C47489	0812-06-R	Cour d'appel 25 mars 2008
Greater Essex County District School Board v. IBEW Local 773	1702-04-R; 3120-04-R; 3172-04-R; 3173-04-R;	Requête en autorisation d'en appeler à la C. S. C. –

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
Divisional Court No. 126/06 Motion for Leave No. M34720 S.C.C. No. 32171	3174-04-R	15 novembre 2007
Stephane Verreault v. UA Local 787 & Teamsters Local 419 Divisional Court No. 71/07 Motion to Leave No. M35292	0840-05-U	Requête en autorisation d'en appeler à la C. A.